



COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune de SAINT-CYPRIEN

Réf. : 26/CS/CL – NP95

- Objet :** portant règlementation du stationnement sur la route du Château de la Roque
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6 ;
- Vu le Code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-25 et R.417-10 ;
- Vu Le Code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu Le Code de la Voirie Routière,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8e partie),
- Vu la demande présentée par Monsieur Cédric LEDIG en date du 03 août 2026.
- Considérant** le besoin de stationner une benne sur le domaine public afin de réaliser ses travaux de réfection de son domicile.

ARRETE

- Article 1 **Périmètre et durée**
Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au droit de la parcelle cadastrée AC0022 sis 15 route du château de la Roque du mardi 04 au lundi 10 août 2026.
- Article 2 **Stationnement**
2 places de stationnement sont réservées à Monsieur LEDIG,
- Article 3 **Occupation du domaine public**
Monsieur LEDIG est autorisé à empiéter sur une partie du domaine public au droit de la parcelle cadastrée AC0022 sis 15 route du château de la Roque.
- Article 4 **Signalisation réglementaire**
Elle sera mise en place par le pétitionnaire.
- Article 5 **Responsabilité du pétitionnaire**
Elle pourra être engagée du fait ou à l'occasion de ce déménagement et en cas de manquements à ses obligations, notamment par défaut ou insuffisance de signalisation.
- Article 6 **Infractions**
Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 7 **Exécution**
Monsieur le Secrétaire Général de Mairie, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-CYPRIEN, le 03 août 2026

Le Maire,
Christian SIX



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la présente notification et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi pas l'application informatique « Télécours citoyens » accessible par le site internet <https://telerecours.fr>.

Publié le

Notifié le